

PAKISTAN

ENJEU

Le Pakistan est une société traditionnelle, où l'inertie et l'intransigeance ralentissent la modernisation. Le Gouvernement doit composer avec la violence ethnique et sectaire, la pauvreté et l'ignorance. Ces caractéristiques, ainsi que le pouvoir des forces de sécurité et des propriétaires terriens féodaux, entravent l'application des droits de la personne. En outre, les forts courants culturels religieux et traditionnels vont à l'encontre de ce qui est considéré comme la notion « occidentale » des droits de la personne.

La question des droits de la personne est maintenant bien inscrite sur l'échiquier politique au Pakistan, mais l'amélioration du respect des droits de la personne n'est pas traitée comme une grande priorité par le Gouvernement du premier ministre Sharif.

CONTEXTE

Le climat actuel d'intolérance politique et religieuse attisé par l'extrémisme islamique, les tensions ethniques, la criminalité, le terrorisme et le désordre public à petite échelle ont tous contribué à créer une situation préoccupante en ce qui concerne les droits de la personne au Pakistan. L'aggravation des conditions socio-économiques, conjuguée à une forte croissance démographique, a entraîné l'apparition de la culture « Kalashnikov ». La violence peut avoir pour origine des raisons tour à tour ethniques, religieuses, politiques ou simplement criminelles et, vu la facilité d'acquérir des armes, elle est de plus en plus meurtrière. Les policiers sont perçus par la plupart des Pakistanais non comme des protecteurs, mais comme des oppresseurs. Néanmoins, des mesures positives ont été prises.

La dynamique qui pouvait exister en faveur des droits de la personne sous le Gouvernement précédent de Benazir Bhutto s'est dissipée avec l'élection de Nawaz Sharif, dont la priorité est la réforme et la relance économiques. En fait, son Gouvernement précédent, au pouvoir de 1990 à 1993, avait renforcé les lois sur le blasphème, qui datent du temps du président Zia, afin que la peine de mort soit prescrite (elle n'a jamais été appliquée) contre ceux qui profanent le nom du prophète Mahomet. Par contre, les tribunaux supérieurs commuent systématiquement les sentences de mort. En août 1997, son Gouvernement a adopté la loi anti-terrorisme alors que le public était alarmé par la montée de la violence sectaire. Malgré ses aspects controversés, cette loi n'a pas mis fin à la violence sectaire, qui est réapparue. Le candidat de Sharif à la présidence, élu en décembre 1997, Rafiq Tarar, est connu pour ses opinions religieuses conservatrices. Par contre, le Parlement examine actuellement une réforme des lois sur le blasphème qui vise à en prévenir l'application frivole. Entre-temps, le nombre des inculpations de blasphème a beaucoup diminué.

La discrimination dont souffrent les femmes et les minorités, rationalisée par référence à des préceptes islamiques, demeure un problème particulièrement aigu. Les femmes se heurtent à une discrimination systématique au Pakistan; elles ont moins accès que les hommes aux services de base tels que l'éducation et les soins médicaux. Leur taux d'alphabétisation dans les régions rurales est extrêmement faible. Les ordonnances *Hadoud*, ostensiblement fondées sur le droit islamique, ont été utilisées pour arrêter, garder en détention et punir des femmes